

consentis sur une très longue période au moyen d'un éventail incroyablement large d'initiatives du secteur public, et ce sont là des investissements que nous ne sommes pas disposés à consentir. Quiconque a des doutes à cet égard devrait lire la section « Une concentration plus stratégique » du document *Énoncé de politique internationale 2005*, qui était consacrée à l'aide au développement. Je sais bien que ce document a été relégué aux oubliettes avec les autres vestiges d'un gouvernement aujourd'hui défunt. Mais il expose clairement le modèle que nous envisageons; et la gamme d'initiatives qu'il reconnaît comme essentielles pour mener à bien le processus est absolument gigantesque. Personne, je présume, ne pense que le Canada a l'espoir de mener à bien une telle entreprise de transformation – dans *quelque pays que ce soit* – uniquement par lui-même. Mais les chances me paraissent bien minces pour que nous la menions à bien, même en coalition avec d'autres. Nous ne sommes tout simplement pas prêts à consacrer autant de ressources et d'efforts à cette tâche.

*Problème 3 – Le modèle exige que nous fassions des choses que nous ne savons pas faire.* Mais même si nous étions prêts à consentir cet effort, un troisième problème se poserait. Il découle du fait que nous ne saurions pas comment faire le travail, même si nous étions assez fermement résolus à essayer. Au milieu des années 1980, les élites canadiennes (je l'ai souvent fait valoir) ont renoncé en grande partie à tenter de faire décoller l'économie du Cap-Breton par des politiques publiques (de même que les économies d'autres régions classées en difficulté). Rien ne semblait prévaloir contre les forces du marché. Le gouvernement ne pouvait jamais trouver des gagnants. Au contraire, il se retrouvait constamment avec des perdants. Peut-être devrait-il abandonner les efforts et laisser aller les choses. La main-d'œuvre, faisait-on valoir alors, irait là où sont les emplois – de même que les travailleurs affluent aujourd'hui en Alberta – et l'économie du pays dans son ensemble serait alors en meilleur état, même si l'économie du Cap-Breton continuait de languir (comme c'est effectivement le cas). Un scénario controversé, me direz-vous, et je conviens évidemment que le tableau est plus complexe. Je cite cet exemple seulement pour faire valoir que si nous ne pouvons faire ce travail au Cap-Breton (que nous renflouions l'économie ou que nous laissions agir les forces du marché) – si nous ne sommes pas en mesure de relever ce défi dans notre propre pays, avec tous les avantages et les ressources dont nous disposons